

## **PROJET D'ORDRE DU JOUR**

*proposé par le Bureau Permanent*

\* \* \*

## **DRAFT AGENDA**

*proposed by the Permanent Bureau*

*À l'intention de la Commission spéciale de juin 2011  
sur le fonctionnement pratique de la  
Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la  
Convention Protection des enfants de 1996*

*For the attention of the Special Commission of June 2011  
on the practical operation of the  
1980 Hague Child Abduction Convention and the  
1996 Hague Child Protection Convention*

**PROJET D'ORDRE DU JOUR**

*proposé par le Bureau Permanent*

\* \* \*

**DRAFT AGENDA**

*proposed by the Permanent Bureau*

## **PROJET D'ORDRE DU JOUR**

### **PREMIÈRE PARTIE**

La première partie de la réunion de la Commission spéciale se tiendra à La Haye du mercredi premier juin au vendredi 10 juin 2011.

Le projet d'ordre du jour sera suivi avec souplesse et sera au besoin modifié pour tenir compte des discussions en cours au sein de la Commission spéciale.

Les sessions débuteront normalement à 9 h 30 pour s'achever à 18 h, avec une pause déjeuner de 13 h à 14 h 30. Des pauses café et thé sont prévues de 11 h à 11 h 15 et de 16 h à 16 h 15.

Un groupe sera constitué à titre consultatif au début de la réunion de la Commission spéciale pour aider à préparer le projet des Conclusions et Recommandations qui sera soumis pour approbation le dernier jour. Ce groupe sera appelé à se réunir régulièrement lors de la réunion, y compris parfois le soir.

### ***Mercredi premier juin 2011***

#### *Séance du matin*

10 h

Ouverture de la Commission spéciale par M. Paul Vlas, Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé

Élection du Président et des Vice-présidents de la Commission spéciale

Accueil par M. Hans van Loon, Secrétaire général

Présentation du projet d'ordre du jour et des documents par M. William Duncan, Secrétaire général adjoint

Adoption de l'ordre du jour

État présent des Conventions de La Haye de 1980 et 1996

Encourager davantage de ratifications / adhésions

Utilisation du Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement d'enfants : deuxième partie – Mise en œuvre

Présentation de l'étude statistique portant sur les demandes déposées en 2008 en vertu de la Convention de La Haye de 1980 – M. Nigel Lowe, Professeur de droit, *Cardiff Law School*, Université du Pays de Galles (Doc. prélim. Nos 8 A, 8 B et 8 C)

## **1. COOPÉRATION ENTRE AUTORITÉS CENTRALES EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980 (Y COMPRIS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION)**

*Séance de l'après-midi*

Joignabilité, réactivité et rapidité à initier ou faciliter la procédure de retour

Usage des formulaires standards (formulaire révisé concernant les demandes de retour) (Doc. info. No 4)

Échange d'informations (utilisation du Profil des États type) (Doc. info. No 2)

Vérification des statistiques (INCASTAT)

18 h

Réception de bienvenue offerte par le Bureau Permanent, dans les locaux de l'Académie de droit international, dans l'enceinte du Palais de la Paix

## ***Jeudi 2 juin 2011***

*Séance du matin*

## **2. INSTRUCTION DES DEMANDES DE RETOUR PAR LES AUTORITÉS CENTRALES EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980**

Localiser un enfant

Promouvoir des accords (voir aussi le Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye de 1980 – Médiation)

Faciliter les communications judiciaires (Remarque : voir aussi le point 13)

Faciliter le retour sans danger (Remarque : voir aussi le point 7)

Questions concernant l'immigration

Autres questions concernant l'instruction des demandes

Usage du Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement d'enfants : première partie – Pratique des autorités centrales

## **3. RÔLE DE L'AUTORITÉ CENTRALE EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1996 (DOC. PRÉL. NO 4, CHAPITRE 11)**

## **4. FORMATION ET JUMELAGE DES AUTORITÉS CENTRALES EN VERTU DES CONVENTIONS DE LA HAYE DE 1980 ET 1996**

Remarque : La question du rôle du Bureau Permanent en tant que fournisseur d'assistance technique et de formation sera reprise à nouveau lors de la deuxième partie de la réunion de la Commission spéciale.

## **5. RÉUNIONS ET TRAVAIL EN RÉSEAU ENTRE AUTORITÉS CENTRALES EN VERTU DES CONVENTIONS DE LA HAYE DE 1980 ET 1996**

Utilisation des technologies de l'information au service du travail en réseau

## **6. DEMANDES CONCERNANT LE DROIT DE VISITE / D'ENTREtenir UN CONTACT EN VERTU DES CONVENTIONS DE LA HAYE DE 1980 ET 1996**

Lien entre les Conventions de La Haye de 1980 et 1996

Services et équipements fournis par les Autorités Centrales

Questions liées à la procédure, notamment les frais

Facilitation des contacts internationaux (questions concernant les visas, etc.)

Le droit d'entretenir un contact dans le cadre de la procédure de retour

Usage des Principes généraux et Guide de bonnes pratiques

Remarque : Les questions concernant le droit d'entretenir un contact dans le cadre d'un déménagement international de la famille seront traitées lors de la deuxième partie de la réunion de la Commission spéciale.

## **Vendredi 3 juin 2011**

## **7. ALLÉGATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE ET PROCÉduRES DE RETOUR (DOC. PRÉL. NO 9)**

Recherche et jurisprudence

Questions relatives à la preuve

Définition du terme violence conjugale et lien avec l'article 13 *b*) de la Convention de La Haye de 1980

Importance de la capacité de l'État d'origine à protéger

Mise en place et exécution de mesures de protection pour permettre le retour sans danger de l'enfant et du parent accompagnateur

Promouvoir l'homogénéité en matière de pratiques judiciaires

Suivi et échange d'informations

Pertinence de la Convention de La Haye 1996

**8. QUESTIONS CONCERNANT L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LE DROIT À ÊTRE TRAITÉ DE MANIÈRE ÉGALE**

Le demandeur dans le cadre de la procédure de retour

Le défendeur dans le cadre de la procédure de retour

Les parties dans le cadre d'un procès suite au retour de l'enfant

Le rôle des Autorités centrales

L'accès à la justice dans le cadre de la Convention de La Haye de 1996

**9. ÉTUDE DE LA JURISPRUDENCE EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980 – INTERPRÉTATION DE CONCEPTES CLÉS**

*Abbott*

*Neulinger et Raban*

Autres

**10. L'AVIS DE L'ENFANT / OPINIONS CONCERNANT LE RETOUR ET AUTRES PROCÉDURES**

Impact des développements internationaux et régionaux

**11. USAGE D'AUTRES GUIDES DE BONNES PRATIQUES**

Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement d'enfants : troisième partie – Mesures préventives

Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement d'enfants : quatrième partie – Exécution

18 h – 20 h

Réception offerte par le Gouvernement du Canada, qui se tiendra à la résidence de l'ambassadeur du Canada (le transport aller-retour sera assuré)

***Samedi 4 juin 2011***

*Séance du matin uniquement*

**12. ÉTUDE DU PROJET DE MANUEL PRATIQUE CONCERNANT LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1996 (DOC. PRÉL. NO 4)**

Introduction, objectifs et méthodologie

Commentaires généraux

Étude chapitre par chapitre

## **Lundi 6 juin 2011**

### *Séance du matin*

#### **12. ÉTUDE DU PROJET DE MANUEL PRATIQUE CONCERNANT LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1996 (SUITE) (DOC. PRÉL. NO 4)**

Étude chapitre par chapitre (suite)

### *Séance de l'après-midi*

Étude chapitre par chapitre (suite)

Suivi

Sous quelle forme publier le manuel ?

Mise à jour du manuel

Développement de formulaires standards en vertu de la Convention de la Haye de 1996

Étendre INCADAT et INCASTAT à la Convention de La Haye de 1996

## **Mardi 7 juin 2011**

### *Séance du matin*

#### **13. COOPÉRATION JUDICIAIRE ET COMMUNICATIONS JUDICIAIRES DIRECTES (DOC. PRÉL. NOS 3 A, 3 B ET 3 C)**

Présentation du Rapport

Progrès accomplis depuis la précédente réunion de la Commission spéciale qui s'est tenue en 2006

Développement du Réseau international de juges de La Haye (RIJH)

Étude des Principes:

- règles émergentes
- garanties communément acceptées
- base juridique

Élaboration éventuelle de règles contraignantes

### *Séance de l'après-midi*

Article 15

Recours aux technologies de l'information pour soutenir les réseaux et les communications

Rôle de *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*

Conférences et réunions judiciaires

18 h – 20 h

Réception offerte par le Gouvernement des Pays-Bas, qui se tiendra dans le bâtiment de l'Académie

### **Mercredi 8 juin 2011**

*Séance du matin*

#### **14. ÉTUDE DU PROJET DE GUIDE DE BONNES PRATIQUES SUR LA MÉDIATION EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980 (DOC. PRÉL. NO 5)**

Introduction, objectifs et méthodologie

Commentaires généraux

Étude chapitre par chapitre du projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation

*Séance de l'après-midi*

Étude chapitre par chapitre du projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation (suite)

### **Jeudi 9 juin 2011**

*Séance du matin*

#### **14. ÉTUDE DU PROJET DE GUIDE DE BONNES PRATIQUES SUR LA MÉDIATION EN VERTU DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1980 (SUITE) (DOC. PRÉL. NO 5)**

Étude chapitre par chapitre du projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation (suite)

Suivi

Élaboration éventuelle de règles contraignantes

*Séance de l'après-midi*

#### **15. LES PRINCIPES RÉGISSANT LA MÉDIATION ÉLABORÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE MALTE (DOC. PRÉL. NO 6)**

Introduction et objectifs des Principes

Discussion sur les Principes

Le point de contact central

Prochaines étapes et avenir du Groupe de travail



**Vendredi 10 juin 2011**

*Séance du matin*

## **16. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE**

Achèvement des travaux laissés en suspens

Discussion sur les Conclusions et Recommandations ainsi que sur l'ordre du jour relatif à la deuxième partie de la Commission spéciale de 2012

La réunion se clôturera au plus tard à 14 h.

## **DEUXIÈME PARTIE**

La deuxième partie de la réunion de la Commission spéciale se tiendra à La Haye du mardi 24 janvier au mercredi premier février 2012 (provisoire).

Elle aura pour principal objectif la question de la faisabilité et de l'opportunité d'un protocole à la Convention de La Haye de 1980.

Elle examinera également les thèmes ayant trait au déménagement international de la famille, l'avenir du Processus de Malte et le rôle du Bureau Permanent dans le soutien et le suivi des Conventions de La Haye de 1980 et 1996, notamment la mise à disposition d'une assistance technique et de formations.